HAL open science

Lecture critique. Le capitalisme saisi par la politique comparée. Faut-il attendre les organisations partisanes au tournant ?

Antoine Roger

▶ To cite this version:

Antoine Roger. Lecture critique. Le capitalisme saisi par la politique comparée. Faut-il attendre les organisations partisanes au tournant ?. Revue Française de Science Politique, 2016, 66 (4), pp.547-551. 10.3917/rfsp.663.0543 . halshs-01379301

HAL Id: halshs-01379301

https://shs.hal.science/halshs-01379301

Submitted on 28 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le capitalisme saisi par la politique comparée. Faut-il attendre les organisations partisanes au tournant ?[1]

Les coordinateurs de *The Politics of Advanced Capitalism* indiquent se placer dans le sillage de deux publications collectives antérieures. Sous la direction de John Goldthorpe, plusieurs auteurs ont, en 1984, tenté de mettre au jour des formes diversifiées de capitalisme et de mesurer les effets de quelques variables institutionnelles[2]. Quinze ans plus tard, Herbert Kitschelt, Gary Marks et John Stephens ont rassemblé des contributions qui insistaient davantage sur les articulations différenciées entre contraintes internationales et facteurs de structuration nationaux[3]. Les auteurs mobilisés se positionnaient alors dans deux registres principaux. Dans le premier, Herbert Kitschelt et Hanspeter Kriesi s'efforçaient d'établir des corrélations entre les catégories d'électeurs mobilisables et les programmes économiques des partis politiques. Dans un second registre, les textes de Peter Hall et David Soskice esquissaient une synthèse entre économie institutionnelle et néo-institutionnalisme historique : l'accent y était placé sur les stratégies que développent les firmes pour limiter leurs coûts de transaction, mais aussi sur la stabilisation et l'auto-renforcement des arrangements institutionnels qui en résultent. Cette dernière proposition a rapidement débouché sur la publication d'un nouvel ouvrage collectif[4]. Le titre retenu – *Varieties of Capitalism* – est devenu le cri de ralliement d'une école qui domine aujourd'hui l'économie politique comparée, à tel point que les initiés se contentent de l'évoquer par le sigle *VoC*.

Sous couvert de procéder à une actualisation des analyses développées dans les ouvrages de 1984 et 1999, *The Politics of Advanced Capitalism* ambitionne de redonner une visibilité aux recherches qui portent sur les programmes économiques des partis politiques, en les dotant à leur tour d'une charte scientifique. L'entreprise de rééquilibrage – en forme de revanche éditoriale – est le résultat d'un travail de longue haleine. Plusieurs séminaires préparatoires ont été organisés dans les institutions dont relèvent les coordinateurs de l'ouvrage : l'Institut universitaire européen de Florence (Hanspeter Kriesi), Duke University (Paulo Beramendi, Herbert Kitschelt) et l'Université de Zurich (Silja Häusermann).

L'attachement à se positionner sur le même plan que P. Hall et D. Soskice est perceptible dans la forme même de l'ouvrage, calquée sur celle de l'entreprise éditoriale concurrente : les contributions réunies sont précédées d'une longue introduction programmatique (p. 1-64). Les quatre coordinateurs dénoncent « la focalisation habituelle de la littérature de politique

---

[1]. À propos de Pablo Beramendi, Silja Häusermann, Herbert Kitschelt, Hanspeter Kriesi (eds), *The Politics of Advanced Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, XVIII + 454 p., figures, bibliographie, index.

[2]. John H. Goldthorpe (ed.), *Order and Conflict in Contemporary Capitalism*, Oxford, Clarendon Press, 1984.

[3]. Herbert Kitschelt, Gary Marks, John Stephens (eds), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

[4]. Peter Hall, David Soskice (eds), *Varieties of Capitalism. The Institutional Foundations of Comparative Advantage*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

économique sur les grandes entreprises détentrice du capital et le salariat organisé » (p. 27). À leurs yeux, ce face-à-face conditionne de moins en moins l'orientation des politiques économiques : des groupes sociaux qui ne sont relayés par aucune organisation catégorielle peuvent démontrer une forte capacité de mobilisation électorale et peser lourdement sur la définition des politiques économiques ; ils n'affichent pas les mêmes proportions d'un espace national à l'autre et peuvent prêter à des combinaisons diverses (p. 25). Cet argument permet de discuter le schéma de *Varieties of Capitalism*, mais également de récuser les thèses qui lui sont communément opposées. À la différence de P. Hall et D. Soskice, P. Beramendi, S. Häusermann, H. Kitschelt et H. Kriesi refusent d'identifier des modèles nationaux d'organisation économique, conçus comme autant de formes pures, cohérentes et définitives ; ils préconisent plutôt de raisonner en termes de dominantes (autrement dit, de retenir des variables continues) et de caractériser des choix de politiques publiques opérés dans des gammes restreintes de possibilités (*feasibility sets of policy options*) (p. 59-61)[5]. Dans le même temps, leur propos est tourné contre les analyses récentes de Wolfgang Streeck – présenté comme le principal adversaire de P. Hall et D. Soskice[6] : il n'est pas question selon eux de caractériser une convergence vers une forme unique de capitalisme qui tendrait à soustraire les politiques économiques à tout contrôle démocratique (p. 58).

The Politics of Advanced Capitalism appelle sur cette base à un « tournant électoral » (*electoral turn*) dans les travaux d'économie politique (p. 4 et 25). Replacés au centre de l'attention, les partis politiques font l'objet d'un traitement théorique très clairement orienté. Dans l'optique retenue, ils ont vocation à élaborer des « stratégies en matière de politiques publiques » (*policy strategies*). Leurs responsables s'efforcent de formuler une « offre » ajustée à la « demande », autrement dit aux « préférences des citoyens ». Ils doivent néanmoins composer avec les pesanteurs héritées des choix économiques passés. En conséquence, « l'arène électorale est le lieu où les contraintes institutionnelles et structurelles rencontrent les demandes du public » (p. 12). La comparaison doit porter sur les « capacités différentielles des prétendants [*incumbents*] dans les économies politiques à offrir une réponse adéquate aux changements de la demande en matière de politiques publiques [*policy demand*] » (p. 3).

Pour préciser la portée de ces propositions, les quatre coordinateurs de l'ouvrage se concentrent sur les « démocraties industrielles avancées ». Rentrent selon eux dans cette catégorie les États « démocratiques depuis plus d'une génération », dont le PIB par habitant est supérieur à 25 000 dollars en 2011 (selon les données de la Banque mondiale) et dont la population est supérieure à 4 millions d'habitants (p. 4). Lorsque tous les critères sont réunis, une « stabilité institutionnelle » est observée ; le comparatiste peut travailler en toute sérénité

---

[5]. Les arguments opposés à Peter Hall et David Soskice prolongent – sans y faire explicitement référence – les critiques formulées par Colin Crouch dans *Capitalist Diversity and Change. Recombinant Governance and Institutional Entrepreneurs*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 26 et 362.

[6]. Wolfgang Streeck, *Le temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Paris, Gallimard, 2015 (1re éd. all. : *Gekaufte Zeit. Die vertagte Krise des demokratischen Kapitalismus, Berlin, Suhrkamp*, 2013).

dans la mesure où « une expérience cumulative de l'action collective et de l'agrégation des intérêts garantit la constance de nombreuses variables fondamentales » (p. 5)[7].

Les données recueillies permettent de figurer un « espace de l'offre en deux dimensions » (*two-dimensional space of supply side*). Deux axes paramétriques sont croisés. Le premier oppose les politiques publiques « orientées vers l'investissement » et concentrées sur des objectifs de long terme (éducation, recherche et développement) aux politiques « orientées vers la consommation » et focalisées sur les « retombées économiques directes à court terme ». Le second est tracé entre une « forte intervention de l'État » et une priorité donnée au triptyque « imposition, dépenses publiques, politiques de régulation », d'une part, et une « faible intervention de l'État » qui laisse place à une « répartition spontanée par le marché », d'autre part. Les politiques économiques menées dans le passé produisent un certain effet de « verrouillage » (*lock-in*) et limitent la capacité des partis à se déplacer sur chacun des axes ; mais plusieurs options restent dans tous les cas ouvertes (p. 14-15).

En mobilisant les résultats d'« un nombre important de sondages d'opinion », les auteurs s'efforcent de caractériser sur le même principe un « espace des préférences politiques des citoyens ». Un premier axe permet d'opposer les électeurs attachés à une « intervention de l'État » et ceux dont les choix et les projections sont « fondés sur le marché » (*market-based*) : les uns recherchent des avantages matériels sûrs et immédiats ; les autres valorisent la prise de risque et parient sur des gains décuplés dans le futur. En référence à des thèses déjà énoncées par H. Kitschelt et H. Kriesi[8], un second axe sert à distinguer les conceptions « universalistes » et « particularistes » de « l'ordre social » : certains électeurs entendent rester libres de choisir leur mode de vie ; d'autres estiment porter « un héritage collectif et une tradition qui doivent être respectés, ce qui impose de tracer une frontière nette entre les individus intégrés au groupe et les étrangers » (p. 18). Le croisement orthogonal des axes permet de découper des quadrants et d'y localiser des « électorats ». Les préférences « fondées sur le marché » et « universalistes » sont relevées chez les « experts techniques », les professionnels de la finance et les cadres des entreprises privées. Les salariés des entreprises culturelles et des organisations publiques ou non lucratives associent un attachement à l'« intervention de l'État » et un tropisme « universaliste ». Les commerçants et les artisans forment ensemble une « petite bourgeoisie » dont les orientations sont à la fois « fondées sur le marché » et « particularistes ». Les salariés peu qualifiés affectés à des tâches manuelles ou cantonnés à des fonctions d'exécution attendent une « intervention de l'État » et affichent une inclination « particulariste » (p. 21-22).

Le schéma permet aux auteurs de relever un fractionnement croissant des comportements électoraux et de conclure que le poids des partis dans la conduite des politiques

---

[7]. Le périmètre tracé permet de considérer vingt et un cas (Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse).

[8]. Herbert Kitschelt, *The Transformation of European Social-Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; Hanspeter Kriesi, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Simon Bornschier, Timotheus Frey, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

économiques s'en trouve paradoxalement accru : dans la mesure où aucun des groupes identifiés ne présente un effectif suffisant pour offrir la majorité des suffrages, les responsables des grandes formations politiques doivent travailler à des « alignements complexes d'intérêts économiques » (p. 25). Ils disposent d'une certaine latitude dans la composition des coalitions (*coalitional flexibility*) et peuvent s'essayer à des combinaisons multiples. Des renversements d'alliances et des basculements sont toujours envisageables. En tenant compte des contraintes héritées du passé et en mesurant des variations marginales dans la structure globale des « préférences » formulées par les électeurs, il est possible de dresser une typologie dynamique des formes nationales de capitalisme (p. 29-57).

Les contributions qui suivent sont regroupées dans quatre parties. Les premières visent à fournir une cartographie des structures sociales dans les États considérés. Elles sont consacrées à l'évolution différenciée des secteurs d'activité (Charles Boix), à la nature des contrats de travail et aux formes de sécurité économique qui en résultent (David Rueda, Erik Wibbels et Melina Altamirano), au fractionnement des divisions socio-professionnelles (Daniel Oesch) et à la difficile identification des « clivages de classe » (Rafaela Dancygier et Stefanie Walter), ou encore aux corrélations entre transformation des structures familiales et orientations politiques (Gosta Esping-Andersen). Les textes qui suivent prétendent mesurer des changements généraux dans l'articulation de « l'offre » et de la « demande » politique : les résultats empiriques présentés visent à démontrer l'emprise déclinante des syndicats (Anke Hassel), les reformulations des « préférences » exprimées par les électeurs (S. Häusermann et H. Kriesi) et la perturbation des « alignements partisans » (H. Kitschelt et Philipp Rehm). Un troisième ensemble de contributions se concentre sur les choix opérés par les partis politiques en matière de politiques sociales (Evelyn Huber et John Stephens ; Jane Gingrich et Ben Ansell). Dans une quatrième et dernière partie, un retour est opéré sur le schéma exposé en introduction. Il s'agit alors de mesurer l'évolution des arbitrages entre politiques publiques « orientées vers l'investissement » et « orientées vers la consommation » (P. Beramendi). La pertinence des thèses défendue est par ailleurs réaffirmée : loin de remettre en cause les « gammes de possibilités » (*feasibility sets*) mises au jour, la crise financière et les politiques de restrictions budgétaires en amplifient la portée (coordinateurs de l'ouvrage). Deux textes sont moins clairement positionné dans l'ensemble : l'un mobilise des enquêtes d'opinion (*world value surveys* et Eurobaromètres) pour dégager des corrélations entre développement de l'État-providence et « bien-être subjectif » (Christopher Anderson, Jason Hecht) ; l'autre compare les mesures de libéralisation introduite en Allemagne et au Danemark pour nuancer le schéma de P. Hall et D. Soskice plutôt que pour démontrer la pertinence de propositions alternatives (Gregory Jackson et Kathleen Thelen).

Le postulat retenu par les coordinateurs de l'ouvrage peut prêter à discussion : l'analyse en termes d'alignement et de réalignement des partis sur une « demande » préconstituée ne saurait épuiser la réflexion. Un lecteur qui entend raisonner sur d'autres bases appréciera néanmoins une contribution majeure au débat et saura reconnaître un adversaire de taille. Les choix théoriques opérés sont précis, clairement énoncés et entièrement assumés. Les propositions qui en découlent sont articulées avec élégance. L'ouvrage se distingue en outre par un attachement à remettre sur le métier les principes mêmes de l'économie politique comparée

– là où la plupart des auteurs se contentent d'ajouter quelques compléments au schéma présenté dans *Varieties of Capitalism*, d'en assouplir les articulations ou d'en dénoncer les faiblesses sans proposer un autre moyen de mettre en rapport des cas diversifiés.

L'entreprise de refondation aurait sans doute été plus efficace encore sans quelques choix de cadrage déroutants. Les critères qui servent à justifier la sélection des cas étudiés sont accolés de façon quelque peu arbitraire et paraissent avoir été posés *a posteriori* pour donner du crédit à un tri opéré de façon intuitive. Ce problème de délimitation empirique a partie liée avec la construction théorique de l'objet : les contours du « capitalisme avancé » sont d'autant plus flous – et les principes de sélection des cas pertinents restent d'autant plus flottants – qu'aucune définition consolidée n'est livrée. Les auteurs utilisent la notion de capitalisme de façon très libre, sinon relâchée, ce qui leur interdit de marquer ensuite avec précision différents niveaux d'intensité. Pas davantage que P. Hall et D. Soskice, ils ne cherchent à caractériser une logique d'accumulation et de dépossession : en conséquence, le texte introductif ignore superbement des questions placées au cœur de nombreux travaux d'économie politique, inscrits dans des traditions intellectuelles diverses. Cette limitation permet de procéder à une sélection des adversaires elle aussi arbitraire. On peut concevoir que la nécessité de se positionner dans un champ de recherche très balisé et d'y marquer un « tournant » impose de construire quelques cibles privilégiées. Le débat n'en paraît pas moins escamoté. Les coordinateurs de l'ouvrage et les contributeurs qui leur emboîtent le pas multiplient les références aux travaux qui portent sur les comportements électoraux et les partis, mais n'intègrent guère les développements récents de l'économie politique comparée ; ils prétendent déclencher une petite révolution sur ce dernier terrain sans considérer les efforts livrés par d'autres bataillons. Aucun intérêt n'est porté aux lectures qualifiées de « critiques » (Ian Bruff ; Matthias Ebenau ; Ben Clift[9]), aux propositions qui visent à articuler institutionnalisme et constructivisme (Colin Hay[10]) ou à l'analyse discursive des politiques économiques (Vivien Schmidt[11]).

Faute d'engager un dialogue avec ces travaux, les contributeurs de *Politics of Advanced Capitalism* en arrivent à isoler artificiellement les programmes élaborés par les organisations partisanes et à considérer *a priori* qu'ils offrent la contribution la plus décisive à la mise en forme des politiques économiques. Ils n'envisagent pas que certaines firmes puissent façonner

---

[9]. Ian Bruff, Matthias Ebenau, « Critical Political Economy and the Critique of Comparative Capitalisms Scholarship on Capitalist Diversity », *Capital & Class*, 38 (1), 2014, p. 3-15 ; Matthias Ebenau, Ian Bruff, Christian May, « Introduction : Comparative Capitalisms Research and the Emergence of Critical, Global Perspectives », dans Matthias Ebenau, Ian Bruff, Christian May (eds), *New Directions in Comparative Capitalisms Research. Critical and Global Perspectives*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015, p. 1-8 ; Ben Clift, *Comparative Political Economy*. States, Markets and Global Capitalism, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014.

[10]. Colin Hay, « Common Trajectories, Variable Paces, Divergent Outcomes ? Models of European Capitalism Under Conditions of Complex Economic Interdependence », *Review of International Political Economy*, 11 (2), 2004, p. 231-262, et « Two Can Play at that Game... or Can They ? Varieties of Capitalism, Varieties of Institutionalism », dans David Coates et al. (eds), *Varieties of Capitalism, Varieties of Approaches*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, p. 106-121.

[11]. Vivien Schmidt, « Putting the Political Back into Political Economy by Bringing the State Back in Yet Again », *World Politics*, 61 (3), 2009, p. 516-546.

la problématique légitime et fixer les termes mêmes des propositions adressées aux électeurs[12]. Corrélativement, leurs analyses occultent l'activité politique des hauts fonctionnaires : aucun développement n'est consacré aux variations introduites par des structures bureaucratiques différenciées, inscrites dans jeux d'échelles complexes. La faible attention portée aux politiques économiques et monétaires de l'Union européenne ne laisse pas d'étonner. Les coordinateurs de l'ouvrage évoquent bien un « Euroland » (p. 396), mais ils l'appréhendent comme un simple espace d'activité et non comme un terrain de lutte. Le rôle politique des économistes est également passé sous silence[13]. En conséquence, l'ouvrage ignore les relations diversifiées et évolutives entre les chercheurs qui se piquent d'expertise et les responsables des partis politiques[14].

La limitation du périmètre de la réflexion est sans doute imputable au souci de rééquilibrage évoqué en préambule. Au détour d'un paragraphe, le lecteur comprend que les initiateurs du projet ont pour ambition de rallier à leurs vues les chercheurs jusqu'alors attachés – peu ou prou – au schéma de *Varieties of Capitalism* (p. 61). La démarche consiste à leur adresser de nouvelles propositions, sans leur demander de renoncer à une comparaison de cas délimités sur une base strictement nationale ni de tourner le dos à un raisonnement qui concilie choix rationnel et prise en compte des phénomènes de verrouillage institutionnel. Il reste à espérer que l'ouvrage échappera à cet entre-soi intellectuel et qu'il sera discuté dans un cercle plus large.

Antoine Roger

Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim

[12]. Bernard Jullien, Andy Smith, « Conceptualizing the Role of Politics in the Economy : Industries and their Institutionalizations », *Review of International Political Economy*, 18 (3), 2011, p. 358-383 ; Edward Walker, Christopher Rea, « The Political Mobilization of Firms and Industries », *Annual Review of Sociology*, 40, 2014, p. 281-304.

[13]. Marion Fourcade-Gourinchas, « Politics, Institutional Structures and the Rise of Economics : A Comparative Study », *Theory and Society*, 30, 2001, p. 397-447.

[14]. Stephanie Mudge, « Explaining Political Tunnel Vision : Politics and Economics in Crisis-Ridden Europe, Then and Now », *European Journal of Sociology*, 56 (1), 2015, p. 63-91.